

L'EUROPEANISATION DE LA ROUMANIE – UN ACTE DE RECHERCHE ACADEMIQUE

Napoleon POP, Valeriu IOAN-FRANC¹

Abstract. *The full paper (“Romania’s Europeanisation – An academic research endeavor”) presented by the authors at the 14th Session of the Interacademic International Seminar Penser l’Europe, in October 2015, at the Romanian Academy, Bucharest. The authors briefly review Romania’s steps towards the accession to the European Union and reveal a significant feature: the contribution of the academic research to define the stages of the action, the strategic objectives and raising the awareness of the undisputable advantages of the accession. The results of this academic endeavor were the politically assumed and changed into specific actions for the negotiation of Romania’s accession to the EU on the 1st of January, 2007.*

Keywords: European integration, scientific research, comparative advantage, Romania.

JEL Classification: A1, N0, O1, P0, R1, Z1.

“The Soul takes nothing with her to the next world, but her education and her culture.”

Platon

On dit que le peuple roumain est un peuple européen, il fait partie de la famille indo-européenne et a eu son ethnogenèse dans l’espace carpatodanubien-pontique. Le VI-ème siècle a trouvé le peuple roumain formé au début des invasions, mais la période sombre de l’entière Europe et encore au

¹ National Institute of Economic Research ”Costin C. Kirițescu”, Romanian Academy, e-mail: cide90@gmail.com

cours des siècles après la Renaissance a signifié une «pause» consistante dans ce que nous appelons l'eupéanisation des provinces roumaines. Nous avons été des Européens depuis le début et pourtant nous avons toujours cherché l'eupéanisation.

L'histoire récente montre que l'eupéanisation de la Roumanie a dû être toujours validée dans les yeux des politiciens des grands pouvoirs, bien qu'elle a été consentie par une culture propre et contributive à la culture européenne, difficile à contester. Cependant, étant perçue plus comme un état d'esprit, la culture roumaine, dans son sens le plus large, semblait tout simplement un endroit de diversité dans un espace géographique européen, les critères de l'eupéanisation étant totalement autres, notamment à partir de la Révolution française.

Lorsqu'on se réfère à cette période d'après la Révolution française, il ne fait aucun doute que l'eupéanisation des provinces roumaines et de la Roumanie d'aujourd'hui a eu pour fondement l'effort interne du peuple, d'une élite intellectuelle soulevée dans le sein de celui-ci, qui a écrit concernant l'histoire et la culture de ce peuple. Cette élite pouvait-elle le faire sans chercher des documents, des habitudes, des habitations, des souffrances, des traditions, des faits? La réponse à cette question apporte la deuxième connotation dans le processus de l'eupéanisation de la Roumanie, celle de la dimension de la recherche, devenue académique, dans l'établissement de l'identité européenne de la Roumanie.

Un arc à travers le temps, à partir de Nicolae Bălcescu jusqu'à présent, nous démontre que tous les arguments de l'eupéanisme roumain ont été et sont le résultat de la recherche continue de notre propre nature et existence, en redécouvrant, en apprenant et en validant notre appartenance à la culture européenne, interrompue seulement par des accidents de l'histoire qui se sont avérés ne pas être occasionnels.

Nicolae Bălcescu, dont la vie intellectuelle a été marquée par la vague des révolutions européennes de l'année 1848, a été, outre écrivain et révolutionnaire, un historien, et ses œuvres du domaine publiées dans le pays et à Paris – biographies historiques (Ioan Tăutu, Miron Costin, Ioan Cantacuzino, Constantin Cantacuzino), articles («Sur le statut social des travailleurs laboureurs dans les Principautés roumaines», «Sur la distribution des terres aux paysans», «Les droits des Roumains envers la Porte», «Le cours de la révolution dans l'histoire roumaine») et son œuvre capital «Les Roumains sous le voïvode Mihai le Brave» – ne peuvent être

que le fruit d'une véritable recherche dans le but de démontrer la similarité des aspirations du peuple roumain avec celles des autres peuples européens.

L'École transylvanienne, par ses représentants de marque – Petru Maior, Samuil Micu, Gheorghe Șincai, Ion Budai Deleanu – a fait la même chose, a ramené le peuple roumain dans l'Europe et l'Europe en Transylvanie, en marquant, par le mouvement latiniste et le contexte de l'illuminisme (allemand), une émancipation spirituelle et politique, dans le sens européen, des Roumains **transylvaniens**. La devise de l'École **transylvanienne**, «Virtus Romana Rediviva», a été une exhortation **bien documentée** pour les droits nationaux, pour la langue et la croyance ancestrale et, pendant la période de gloire, à la Révolution de 1848, pour l'union des Roumains dans un seul pays.

Une constellation de grands historiens et hommes de lettres roumains a suivi; ceux-ci ont contribué de manière significative à l'historiographie moderne de la Roumanie – Mihai Eminescu, Ion Heliade Rădulescu, Nicolae Iorga, Emil Cioran, Mircea Eliade; ils nous ont légué des recherches sur notre identité européenne indéniable, en lissant des fractures artificielles dans la linéarité de cette appartenance, qui nous ont toujours retardés notre arrivée proprement-dite dans l'Europe démocratique.

Le recours à l'histoire des recherches qui nous ont maintenu moralement sur la carte socio-culturelle de l'Europe, et non pas sur celle de la simple géographie européenne, nous permet, avec modestie, une troisième conclusion visant notre identité européenne. Elle a toujours été relancée dans les temps modernes par **le pouvoir de la culture** nationale, la recherche académique faisant partie de celle-ci.

La démocratie que nous servons reconnaît de manière visible et technique, comme instruments de la gouvernance dans les principes et les valeurs de type occidental, trois pouvoirs: législatif, exécutif et judiciaire. Nous sommes penchés sur l'indépendance de ceux-ci, sur l'équilibre et la façon dont ils se contrôlent réciproquement, de sorte qu'aucun ne devienne dominant. Cependant nous oublions que ce triangle du fonctionnement d'une société européenne démocratique est en fait le résultat de la force de manifestation de la puissance de la culture. Elle non seulement met les fondements de la conceptualisation et du contenu des trois pouvoirs, mais leur donne une identification par laquelle nous aimons parler d'une Europe qui peut s'unir dans la diversité. Pouvons-nous soutenir cette diversité sans chercher et argumenter? Quel pourrait être le sens de toute négociation dans

le cadre de la construction européenne, si l'on ne tient pas compte de cette diversité?

Malheureusement, les politiciens séparent la politique de la culture, sachant que seulement la culture forme et donne un profil authentique au pouvoir politique. Beaucoup de difficultés de l'Europe d'aujourd'hui sont dues à l'obstination de ne pas traiter la culture comme un pouvoir, même primaire, d'inspiration continue de la classe politique présumée que sert la société – voir le financement précaire de l'éducation et de la culture, l'augmentation du taux d'analphabétisme, la réduction du rôle de l'école, etc. – et de voir dans la culture seulement *«une sorte d'air et un environnement qui nous entoure, elle est partout, mais c'est impossible d'être prise»* (Hans Schoenmakers, 2012). Selon l'opinion de nombreux experts en anthropologie, nous avons un déficit dans les sciences sociales, respectivement celui de l'absence des anneaux d'interconnexion l'une avec l'autre, ce qui démontre peut-être le manque d'appétit envers la culture de la part des politiciens, n'étant pas formulée une preuve scientifique «forte» de la relation presque naturelle entre le pouvoir politique et le pouvoir de la culture. Peut-être que ce séminaire dédié à ce qu'on pense honnêtement sur l'Europe pourrait remettre à notre ordre du jour la corrélation inexorable qui existe entre le pouvoir de la culture et le pouvoir politique, en acceptant le déterminisme du premier. Nous sommes cependant préoccupés d'un autre déterminisme, qui est réel, mais la passion pour celui-ci, en l'absence de la culture, nous conduit vers une superficialité perdante.

Nous nous avons exprimé, même dans ce cadre, lorsque nous nous demandions sur la question s'il y a deux Europes, sur le fait qu'il y a un danger insidieux dans la gouvernance européenne, notamment dans le sens et la dimension politique de celle-ci, si l'on ne tient pas compte de l'importance de la puissance unificatrice de la culture, dans une Europe considérée le berceau de la culture universelle. On reconnaît la qualité en baisse des politiciens, dans leur capacité d'être dirigeants européens et de décider en ce qui concerne le présent et l'avenir des peuples européens. Sans apporter un préjudice d'image, la reconnaissance respective est faite, de règle, par rapport au niveau de culture de la classe politique.

Sinon, nous ne pouvons pas expliquer, en termes de la domination du domaine économique sur notre vie, la répétition, devenue fatigante, sur la croissance économique, la fiscalité, les dettes et les déficits soutenable, sur la stabilité financière, la macro-stabilité, la macro-prudentialité, etc., en

omettant les compétences culturelles-scientifiques minimum nécessaires pour donner vie à ces notions, derrière lesquelles se trouvent d'innombrables heures de recherche pour éclaircir leur contenu. La reconnaissance d'une baisse dans la puissance vivante de la culture, non pas par son accumulation dans les grandes bibliothèques ou dans l'esprit des exégètes, mais par l'éducation courante, nous amène à utiliser **des euphémismes** tels que le développement intelligent basé sur la connaissance, en donnant priorité pas à l'homme en tant que dépositaire de la culture vivante, mais à la technologie en tant que dépositaire d'une culture de type fichiers.

Cela nous amène à l'assertion de Platon, présentée dans l'épigraphe de cet exposé. La réflexion philosophique nous intéresse du point de vue pragmatique surtout lorsque nous essayons de parler à l'heure actuelle sur l'avenir de l'Europe dans son ensemble, et sur l'avenir de l'Union européenne en particulier. C'est dans cet avenir que nous mettons nos espoirs pour la ré-européanisation de la Roumanie d'après 1989, processus historique que nous voulons conclure une fois pour toujours, sans retour. Il y a une génération encore en activité, qui vise à apporter cette croyance à la fin, de celle-ci faisant partie surtout les chercheurs.

Cette croyance a été «élaborée» de manière assidue dans les laboratoires de la recherche académique et elle date non pas d'après 1989, mais bien en avant. Elle n'a pas fait partie d'une dissidence spécifique, en particulier politique, mais a suivi la voie naturelle de l'appartenance au courant de la culture scientifique européenne, avec ses reflets dans l'évolution des systèmes de gouvernance des interdépendances internationales. Ni la Roumanie totalitaire ne pouvait faire exception à ces interdépendances, et notre alignement à leurs exigences a signifié, premièrement, la nécessité d'une culture politique et économique de type libéral, afin de vaincre l'obtusion d'une idéologie forcée. Il n'est pas un secret, mais plutôt une fierté, que, grâce à la recherche économique académique, des percées ont été faites, qui ont essayé de donner une identité européenne à la pensée roumaine.

Nous, les auteurs de cet exposé nous sommes des représentants d'un institut de recherche académique et notre démarche scientifique dans le domaine économique couvre plus de quatre décennies. C'est une période de temps significative et étendue d'une transition identitaire pour laquelle la chute du mur de Berlin peut être considérée, tout au plus, comme un point milieu. Notre étude de cas sur l'identité européenne de la Roumanie par la

recherche vise un exercice majeur, celui de notre contribution institutionnelle – des études, des analyses, des stratégies, des personnes et des faits – à la préparation des négociations de préadhésion (association) et d'adhésion à l'Union européenne. Le résultat, nous le savons: nous avons passé les sept ans bibliques en tant qu'Etat membre, mais nous ne pouvons pas n'évoquer combien de la recherche académique a contribué à cette démarche d'orientation politique et de volonté politique, définie brièvement comme «retour» de la Roumanie à Europe et non pas dans l'Europe.

Les recherches réalisées dans l'Institut national de recherches économiques «Costin C. Kirițescu» ont maintenu vivante et ont développé consciemment une culture pro-européenne, même stimulée par des contraintes idéologiques, dans le bénéfice du pays. Par les recherches dédiées au secteur extérieur de l'économie roumaine, la recherche académique a soumis à l'attention des décideurs politiques les règles et les disciplines d'harmonisation aux interdépendances mondiales, les modalités afin que leurs avantages soient valorisés et, non pas moins, les moyens de protection en cas de non-accommodement du point de vue idéologique avec celles-ci. Comme la dette extérieure, alors, comme aujourd'hui, était libérée de connotations idéologiques, seulement l'exigibilité de celle-ci restait valable, ce qui signifiait une économie performante par allocation des ressources, compétitivité, productivité du travail, coûts réels, recherche de marché, marketing, management, concepts et outils avec lesquels la recherche économique a fonctionné sans interruption.

De nombreuses études de l'INRE, pendant la période 1960-1989, ont signifié des démarches initiales importantes pour l'argumentation des décisions majeures liées aux politiques publiques internes et à la politique extérieure de la Roumanie, leur pertinence étant évidente surtout dans le système économique relationnel entamé avec les pays occidentaux de l'Europe développés du point de vue économique et les pays en développement, par lequel on a réduit substantiellement la dépendance d'un camp économique fermé et inefficace.

Comme il y avait un intérêt politique, jusqu'à une limite personnelle, de la sortie de l'état du système, les mêmes chercheurs ont été sollicités aux travaux d'argumentation pratique de la nécessité de diversifier l'orientation géographique du commerce extérieur de la Roumanie, y compris pour des raisons politiques, soutenues par des informations qui font appel aux analyses de type conjoncturel, de cycle économique, de marketing,

géopolitiques, aux notions et concepts ramenés dans la panoplie de la recherche économique académique et à l'aide des informations de marché, même en temps réel, qui sont pertinentes pour le système occidental: les cotations des bourses de marchandises et de capitaux, les cotations des marchés d'échange, les prix représentatifs, les indices de prix pour les marchandises de refuge et de capitalisation, des synthèses économiques et de conjoncture politique ayant un impact sur les décisions de politique visant à promouvoir les relations économiques internationales.

La participation des chercheurs à la préparation et aux travaux des commissions gouvernementales et intergouvernementales, la participation de la Roumanie à des réunions des organisations internationales à vocation économique et financière universelle (ONU, CNUCED, GATT, FMI, Système de la Banque mondiale, etc.) ont donné la chance de compléter les préoccupations scientifiques avec des exercices de simulation d'envergure des positions possibles des pays concernés, partenaires ou concurrents. Nous pourrions dire que notre récente européanisation a passé par une meilleure connaissance de la mondialisation, un subterfuge bienvenu, mais extrêmement utile, de la réussite de nos recherches **au moment européen**.

L'Europe, dans son ensemble, et le processus d'intégration ouest-européenne ont fait l'objet de plusieurs études de conjoncture économique, de structurations et modèles économiques, d'impact sur l'accès de la Roumanie aux marchés, étant générées de nombreuses recommandations visant l'entrée de la Roumanie dans le rythme européen, même dans le synchronisme économique européen. Il faut entendre que le blocage du système où a vécu la Roumanie n'a pas été causé par l'ignorance de la classe politique, qui a été informée à tout moment de ce qu'on peut/devrait faire, mais par l'omission volontaire des résultats des recherches qui plaidaient pour un type de partenariat européen avec des compromis acceptables.

On peut affirmer que l'Institut national de Recherches Économiques «Costin C. Kirițescu», au moment 1989, disposait de recherches à jour concernant la justification de l'option occidentale de la Roumanie, et leur reconfiguration dans un plan concret d'action pour les transformations systémiques en mesure de faire la Roumanie capable de négocier sa place dans l'Europe se retrouve dans la fameuse **Stratégie de transition** élaborée en 1990, les principaux contributeurs étant les chercheurs de l'INRE. Celle-ci a été suivie par la **Stratégie de Snagov** en 1995, qui a mis, du point de vue économique, social et politique, les fondements de la demande

d'adhésion de la Roumanie à l'UE, et la **Stratégie du développement de la Roumanie à moyen terme**, en 2000, comme un argument pour l'ouverture des négociations d'adhésion.

Les recherches économiques de l'INRE et la participation effective des réalisateurs de celles-ci aux stratégies respectives se sont constituées en vrais moments d'effusion européenne avec l'émotion de la réussite, de pouvoir démontrer notre connaissance sur l'Europe réelle. Nous avons compté toujours sur les vecteurs déjà connus du processus d'intégration européenne quand on parlait des zones de libre-échange, de l'union douanière, de la structuration de l'économie selon les exigences de compétition du marché unique, de la réponse des politiques commerciales aux exigences du commerce intégré et international, de notre implication dans les organismes financiers et commerciaux internationaux, la Roumanie étant membre du FMI, de la Banque mondiale et du GATT à partir de 1972, etc.

Nous pouvons affirmer que, en même temps que la transition de l'INRE dans la coordination scientifique directe de l'Académie roumaine, depuis 1990, son principale objet d'activité est devenue la recherche fondamentale axée sur le soutien de la transition systémique de la Roumanie à une économie de marché fonctionnelle, le renforcement des politiques publiques pour accroître la compétitivité internationale de l'économie, l'intégration active de l'économie nationale dans l'économie mondiale et l'établissement des positions de la Roumanie envers les défis de l'intégration européenne et de la mondialisation, toutes dans l'esprit des valeurs et des principes de la démocratie occidentale.

La qualité de l'implication institutionnelle de l'INRE s'est manifestée non seulement pour mettre les fondements de la transition de la Roumanie, mais aussi pour la direction de ce processus laborieux, surtout dans ses étapes très techniques. La garantie du succès a fait que beaucoup de chercheurs de l'INRE avec l'expertise et l'expérience nécessaires soient promus dans des hautes fonctions publiques où ils ont appliqué en pratique les solutions de transition, pratiquement de retour du pays à l'Europe. Des ministres et des secrétaires d'Etat dans des ministères de synthèse et de ligne, le gouverneur de la banque centrale, des diplomates ayant des titres de chercheurs ont contribué à formuler les nouvelles politiques fiscales, commerciales et monétaires de la Roumanie, la législation du développement de l'environnement d'affaires, ont été impliqués en tant que

négociateurs dans les processus d'intégration euro-atlantique et dans le soutien des partenariats stratégiques depuis que la Roumanie est devenue un partenaire de la communauté euro-atlantique.

Nous trouvons utile de rappeler ici les contributions de l'Académie roumaine, de ses instituts de recherche à la finalisation du parcours de l'adhésion de la Roumanie à l'UE, parcours qui a signifié en fait redéfinir l'identité de la Roumanie dans l'espace communautaire.

En 1995, l'Académie Roumaine s'est trouvée aux premiers rangs de l'élaboration de la **Stratégie nationale pour la préparation de la Roumanie pour l'adhésion à l'UE**. La stratégie, dont l'élaboration a totalisé des centaines et de milliers de débats publics en cercles concentriques d'intérêt et de profondeur, a été finalisée avec la célèbre Déclaration de Snagov, en juin 1995, document que le président du pays a présenté lors du sommet de Cannes, à l'occasion de la demande officielle de la Roumanie pour l'intégration dans l'UE.

Une deuxième étape aussi importante, où l'Académie roumaine, dans son ensemble, ainsi que les chercheurs de ses instituts – économistes, sociologues, historiens – ont eu un rôle déterminant, a été l'élaboration, en 2000, de la **Stratégie de développement économique de la Roumanie à moyen terme (2001-2004)**, sous la coordination des académiciens Mugur Isărescu, Tudorel Postolache, Eugen Simion. Conformément à cet acte important, la Roumanie a pu effectivement passer aux négociations des dossiers d'adhésion, respectivement à la préfiguration du développement européen de la Roumanie, du point de vue économique et social.

Dans le même cercle d'intérêt et de pérennité de la contribution de la recherche académique s'inscrit aussi l'élaboration de **la première Stratégie de développement durable de la Roumanie à l'horizon 2025**, stratégie réalisée par l'Académie roumaine et ses chercheurs pendant les années 2003-2004, qui a été présentée à l'ONU pour reconfigurer l'adhésion de notre pays aux objectifs du millénaire établis par l'ONU au début du nouveau millénaire.

On pourrait encore exemplifier ici les préoccupations de l'Académie roumaine pour se situer au centre de l'intérêt national lors de la réalisation de la **Stratégie roumaine post-adhésion (2007)**, puis des stratégies de branche en matière d'énergie, de démographie, de réindustrialisation ou de développement régional, etc.

Not dernièrement, il est nécessaire de souligner **la préoccupation actuelle de l'Académie roumaine de présenter sa propre vision** – une vision académique au-delà des intérêts politiques, de parti ou d'autres groupement – **concernant le développement de la Roumanie à l'horizon 2035**. Ce sera un document ample, que l'Académie roumaine présentera devant la société en 2016, lorsque l'institution-forum de la culture et de la recherche va accomplir 150 ans d'existence.

Si nous voulons exprimer métaphoriquement l'entrelacement entre la manière dont la recherche économique de la Roumanie a été le partenaire authentique de la préservation de notre identité européenne, avant de devenir l'outil avec lequel nous essayons aujourd'hui de vous convaincre, alors, à propos de l'eupéanisation de la Roumanie, nous préférons citer Albert Camus: «*Ne marche pas devant moi, je ne suivrai peut-être pas. Ne marche pas derrière moi, je ne te guiderai peut-être pas. Marche juste à côté de moi et sois mon ami*». C'est ce que l'Europe a toujours été pour nous, les chercheurs académiques, même si parfois nous avons été déçus par les politiciens.

Nous croyons que nous parlons comme beaucoup de ceux qui aspirent à la modernité basée sur une identité, que, en grande partie, les économistes ont eu la prémonition de l'importance de leur culture sur l'avance politique dans la société, comme un reflet de l'idée, à laquelle nous avons fait référence, que le pouvoir primordial de l'identité est le pouvoir de la culture, et la recherche est une forme de la cultiver, quel que soit le domaine.